

nomination à ce poste important. Le ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement se propose de présenter un Livre blanc sur l'immigration, qu'il déférerait à un comité de la Chambre en vue de proposer par la suite un remaniement approfondi de la loi sur l'immigration? Son prédécesseur, lors de la session dernière, l'avait, je crois, signalé ou promis à la Chambre.

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de Greenwood (M. Brewin) pour ses félicitations.

C'est sûrement l'intention du ministère de continuer les travaux de préparation du Livre blanc sur l'immigration. On comprendra que je ne sois pas en mesure de le faire très rapidement à cause des circonstances actuelles, et ce non seulement parce que je suis le nouveau titulaire de ce ministère mais également parce qu'on est à en réformer les cadres structurellement et administrativement. Mais, de toute façon, nous allons faire preuve de toute la diligence possible relativement à la préparation de ce Livre blanc et nous allons essayer de faire en sorte qu'aucun délai ne puisse être justifié devant la Chambre. Par ailleurs, nous ne voudrions pas que certaines défaillances soient imputées à une précipitation trop grande dans la préparation de ce Livre blanc. Dès que ce Livre blanc sera prêt, je crois qu'il serait tout à fait normal qu'il soit soumis à un comité approprié de la Chambre.

[Traduction]

LE CABINET

DÉCRETS RELATIFS AUX TRANSFERTS DES FONCTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. E. Davie Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre si, après la réorganisation du cabinet, les décrets habituels concernant les transferts des fonctions ont été adoptés? Si oui, le premier ministre aurait-il l'amabilité de les déposer, pour la gouverne de la Chambre? Sont-ils actuellement en vigueur?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, les décrets ont été adoptés et déposés.

L'hon. M. Fulton: Monsieur l'Orateur, il doit y avoir malentendu. Le premier ministre nous a dit qu'il déposait des copies de lettres d'offre et d'acceptation de démissions, mais je ne me souviens pas qu'il ait été question des décrets concernant les transferts de fonctions et que le Parlement voudrait sans doute connaître.

En quoi consistent précisément les fonctions des nouveaux ministres?

Le très hon. M. Pearson: Je crois que mon honorable ami a raison. Il n'en a pas été question lorsque j'ai déposé certains ordres et certaines déclarations à l'appel des motions, mais ils ont été déposés précédemment en vertu du nouveau Règlement. Il n'est pas nécessaire maintenant, aux termes du nouveau Règlement, de les déposer de la même façon qu'auparavant.

Une voix: Quel nouveau Règlement?

Le très hon. M. Pearson: Ces articles du Règlement ne sont nouveaux qu'en tant qu'ils ont été adoptés à la dernière session.

M. MacInnis (Cap-Breton-Sud): Balivernes!

[Plus tard]

L'hon. M. Fulton: Le premier ministre aurait-il l'obligeance de demander qu'on examine les dossiers du Conseil privé? Je ne veux embarrasser personne, mais on m'apprend qu'il est impossible de trouver les décrets du Conseil en bas et qu'ils n'ont pas été déposés.

Le très hon. M. Pearson: Je le ferai certainement et, si je me suis trompé, je ferai des excuses à mon honorable ami.

[Plus tard]

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Le gouvernement n'est-il pas convenu, pendant la dernière législature, à l'époque où certaines fonctions ont été transférées au ministère de l'Agriculture ou qu'elles en ont été retirées, de publier dans la *Gazette du Canada*, Partie II, les décrets pris suivant la loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public? Si oui, le gouvernement conserve-t-il cette intention?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je serai heureux d'étudier la question et de répondre demain.

QUESTIONS OUVRIÈRES

EXTENSION DES RÉGIONS DÉSIGNÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie concernant le programme destiné à inciter l'industrie à s'établir dans certaines régions du Canada. Le gouvernement a-t-il l'intention d'agrandir ou d'élargir ces régions dans un proche avenir, en songeant surtout à inclure le nord des provinces où le chômage est très élevé parmi les Indiens?